



## L'ÉDITO

STÉPHANE DEVAUX

sdevaux@journaldujura.ch

# Quel manque de sensibilité!

Bien sûr, les autorités de Nidau auront beau jeu de répéter que rien, d'un point de vue légal, ne les oblige à offrir aux petits francophones de la ville une scolarisation en français à Bienne. Nidau est une cité germanophone, et non bilingue, et compte tenu de la territorialité des langues, elle peut se contenter d'une offre scolaire uniquement en allemand sans s'attirer les foudres d'une autorité supérieure. *Punkt schluss!*

Bien sûr, elles rétorqueront, ces mêmes autorités, que le temps est sombre pour les finances des collectivités publiques et que, à Nidau comme ailleurs, on ne va pas vers le beau! Vu sous cet angle, toute proposition d'économie est bonne à prendre et certaines apparaissent comme moins préjudiciables que d'autres, parce que moins laborieuses à mettre en œuvre... Par ailleurs, les francophones qui viennent s'établir dans la cité des anciens comtes sont censés connaître la réalité de leur ville d'implantation; ils devraient en accepter toutes les implications, y compris un enseignement en allemand dans les écoles publiques.

Bien sûr, tout ceci est irréfutable.

Il n'empêche, la décision prise jeudi soir au législatif communal est une grave erreur politique, dont les conséquences, en termes d'image notamment, seront incontestablement plus lourdes que les quelque 150 000 francs d'économies annuelles envisagées. Quid des belles déclarations lues et entendues il y a encore quelques semaines, où l'amour pour les Romands du «*Berner Jura*» le disputait aux vertus de l'agglomération biennoise en qualité de pont entre les langues et les cultures? Parties en fumée... Sacrifiées sur l'autel de la rigueur budgétaire. Condamnées aussi par une incroyable absence de sensibilité, surtout si l'on tient compte du fait qu'un habitant de Nidau sur cinq est de langue maternelle française.

L'actuel maire de la bourgade riveraine de la Thielle (qui, soit dit en passant, briguait encore il y a peu un poste de préfet à la tête d'un arrondissement bilingue) estime que la solution pourrait passer par une fusion entre sa ville et sa grande voisine. Certes. Mais pour quels élèves? Pour ceux de la rentrée scolaire 2023-2024? Ah, si le Grand Conseil de l'époque avait ratifié la fusion approuvée par les deux communes ...en 1920, le bilinguisme eût peut-être pris une autre dimension!